en temps de guerre. En 1941, lorsque le blé se vendait 50c. le boisseau à l'élevateur local, les fermiers recevaient \$4 l'acre. A ce compte, le gouvernement devrait verser au moins \$8 ou \$10 pour chaque acre de terre en jachère. Un paiement de \$6 ne suffira même pas à compenser les fermiers.

Il ne faudrait pas que les députés aient l'impression que de laisser des terres en jachères d'été et en plantes fourragères vivaces ne coûte rien. Il faut payer pour acheter les graines fourragères et en faire la culture. Les sommes de 6 et 10 dollars suffiront tout juste, et encore, à couvrir le coût des jachères d'été ou de la culture des plantes fourragères vivaces. Où est l'indemnité au cultivateur privé de revenus parce qu'il ne pourra pas cultiver et livrer de blé à la Commission du blé? Elle est inexistante. On offre un bien faible appui aux cultivateurs de l'Ouest qui ont cru aux promesses du gouvernement et qui ont été trahis. Ils savent maintenant que les promesses n'avaient aucune valeur.

Nous ne pouvons nous étendre sur le sujet, monsieur l'Orateur, car nous sommes à l'appel des motions, mais je demande à Votre Honneur et au gouvernement de prévoir bientôt un moment pour débattre l'ensemble de la question à la Chambre. Il faudrait permettre au ministre de préciser certains détails que nous ne pouvons obtenir pendant la période des questions. J'espère que la semaine prochaine nous pourrions avoir un débat complet sur ce point.

Je suis certain que les producteurs de blé de l'Ouest, les gens des provinces des Prairies surtout, seront déçus et dégoûtés de voir qu'après s'être si longtemps évertué le gouvernement n'a donné naissance qu'à cette mini-souris.

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, le souci du gouvernement de tenter de trouver une solution au problème épineux des producteurs de blé ne doit pas nous faire oublier certains principes fondamentaux qui doivent être sauvegardés.

Est-il admissible d'apporter une solution immédiate comme celle que le ministre propose dans sa déclaration, et je cite:

Une forte diminution des stocks de blé contribuerait grandement à appuyer les efforts soutenus que l'on dépense présentement en vue de renforcer les prix mondiaux du blé.

Monsieur l'Orateur, lorsqu'on se propose d'augmenter les prix, ne contribue-t-on pas à créer l'inflation que le gouvernement tente de combattre par tous les moyens depuis quel-

ques mois? On veut, d'une part, empêcher l'augmentation des salaires et des prix et, d'autre part, on adopte une mesure visant à augmenter les prix.

Si la Providence a daigné nous donner des biens de consommation en grande quantité, l'homme doit tout simplement en profiter. Et si nous sommes dans l'abondance, nous devrions normalement en faire bénéficier le plus de gens possible, en commençant par les Canadiens. Il s'agit, à mon sens, d'un principe humanitaire fondamental.

La solution que l'on propose pourra tout au plus favoriser temporairement un certain nombre de producteurs mais, comme l'ont signalé mes préopinants, elle ne règle aucunement cet épineux problème.

Le gouvernement devrait donc considérer les solutions que nous avons toujours préconisées, soit de créer de nouveaux moyens de distribution et, s'il y a lieu, de diminuer les prix plutôt que de les augmenter, en vue de favoriser la personne humaine, but que devrait se fixer toute politique logique.

• (11.30 a.m.)

L'INDUSTRIE

LE CUIVRE—LA DEMANDE ET LES PRIX

[Traduction]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je tiens à dire à la Chambre qu'après consultation avec la Commission des prix et des revenus, j'ai informé les producteurs de cuivre et de concentrés de cuivre, les commerçants en rebuts de cuivre et les fabricants de produits en cuivre qu'à partir du 1^{er} mars prochain, l'approvisionnement du cuivre sur le marché canadien sera assuré à un niveau de 23,500 tonnes par mois à un prix de 59 cents la livre. Ce prix, le plus faible au monde, est inférieur de 7 cents au prix de 66 cents annoncé le 1^{er} janvier dernier. Par comparaison, le prix moyen aux États-Unis s'établit à 69 cents canadiens la livre et le prix de la Bourse des métaux de Londres est d'approximativement 80 cents canadiens. Ceci est un pas dans la bonne direction pour contenir les pressions inflationnistes dans notre économie.

[Français]

Les commerçants de rebuts, monsieur l'Orateur, ont été informés que nos exportations de rebuts de cuivre seront limitées au niveau des exportations pendant les six derniers mois de 1969. Ce niveau se chiffre à 4,000 tonnes par mois, soit 20 p. 100 de moins que la moyenne de l'année 1969.